

Culture : les professionnels se mobilisent

Ils se sont retrouvés, jeudi 6 mai, sur le parvis du Théâtre de Cornouaille, à Quimper, pour exprimer leurs inquiétudes concernant les réformes gouvernementales en cours qui vont, selon eux, fragiliser le monde de l'art et de la culture.

Sil'éducation, la santé, la justice... sont au cœur des réformes gouvernementales en cours, la culture est également touchée de plein fouet. « Différentes réformes annoncées fragilisent le monde de l'art et de la culture au sens large », lance Franck Becker, directeur de la Scène nationale de Quimper. Et la première d'entre elles concerne les collectivités territoriales. Régions et Départements vont voir leur champ de compétences « affiné » et donc réduit. « La marge d'autonomie actuelle sur le budget est de 36 % pour le Département, explique Franck Becker. Elle sera désormais de 12 %, et de 8 % pour la Région. » Des chiffres qui inquiètent bien évidemment le monde culturel.

Depuis plusieurs mois, les différents acteurs se mobilisent un peu partout en France pour dénoncer les baisses de subventions (moins 30 millions d'euros annoncés pour la création) et les conséquences induites par ce choix politique. Après une journée nationale le 29 mars qui a rassemblé 5 000 professionnels en France, les établissements culturels de Cornouaille ont réitéré jeudi 6 mai. « Nous tenons également à rappeler le manquement : à la parole du gouvernement concernant le dégel des moyens pour la création, insiste le directeur du Théâtre de Cornouaille.

Sans ce dégel, qui n'est toujours pas opéré aujourd'hui, beaucoup de structures sont mises en difficulté. » Une situation de précarité que tous les professionnels ressentent aujourd'hui.

APPAUVRISSEMENT DES CRÉATIONS

« C'est un travail pénicieux qui est en train de se mettre en place, tempête Bernard Le Noac'h, directeur de Très tôt théâtre. D'abord pour le public. Celui qui est le plus difficile à toucher et qui vient un peu à la dernière minute sur des spectacles que l'on propose plusieurs fois. Car moins de subventions, cela signifie moins de représentations. » Un avis que partage Thierry Collet, comédien et metteur en scène du spectacle *Même si c'est faux*, c'est vrai, proposé au Théâtre de Cornouaille. « L'une de nos préoccupations est que les diffuseurs ne prennent plus de série pour la saison prochaine. Ils se contentent d'une, voire deux représentations. »

Tous y voient une mise à mal de l'accès à la culture pour tous. Et un fatrasage de la pensée dominante. Les écoles d'art, par exemple, s'inquiètent de leur perte d'autonomie et de leur liberté de création si elles doivent, comme le souhaite le gouvernement, s'aligner sur un enseignement universitaire. « Cela signifie l'appauvrissement



Les représentants des structures concernées, en signe de protestation, tournent le dos à une politique d'appauvrissement des expressions artistiques.

des expressions artistiques et un risque majeur d'uniformisation », souligne Keren Detton, directrice du Quartier. « Ne sommes-nous pas là pour proposer justement une alternative à la pensée dominante ? », martèle Jean-Claude Paréja, directeur artistique de Très tôt théâtre, qui s'inquiète de la dérive et du simple jugement sur la ren-

tabilité des structures culturelles. « Une compagnie devient une entreprise, nous restons mobilisés. Mais peut-être devrons-nous penser à une journée commune où toutes les structures seraient fermées », imagine Chantal Le Saulez, programmatrice au Chapeau rouge.

Pour mettre en garde contre ces

Marie-Laure Barraud

Les pros du spectacle vivant tirent l'alarme

Nouvelle mobilisation des artistes et acteurs culturels, hier au Quartz, contre la politique gouvernementale.

« Qui ose encore affirmer que Nicolas Sarkozy est sensible au sort des artistes ? » De l'institution (le Quartz) à l'association (Penn ar Jazz), les principaux acteurs du paysage culturel brestois étaient réunis, hier, le 6 mai, « trois ans après l'élection du président », au Quartz : « Pour alerter la population sur les graves attaques dont le secteur culturel est actuellement la cible. »

Réforme des collectivités territoriales, révision générale des politiques publiques, affaiblissement du ministère de la Culture, coupes budgétaires... « C'est une véritable lame de fond, inédite par son ampleur, qui hypothèque l'avenir du spectacle vivant », affirme Fabien André, délégué régional du Syndeac, le syndicat national des entreprises culturelles et artistiques.

« Les collectivités, responsables de 70 % de l'investissement public en matière culturelle, seraient donc coupables de trop dépenser », confirme Nathalie Sarrabezolles, conseillère générale déléguée à la culture. « Tout ce qui relève du

sens, du sensible, de l'humain, est aujourd'hui attaqué pour être livré aux industries culturelles et au marché », poursuit Gaëlle Ably, adjointe à la culture à Brest.

Au budget du conseil général du Finistère, le financement de la culture est en baisse de 8 % : « Même fortement engagés, mêmes persuadés de l'importance de la culture comme vecteur d'identité et de cohésion sociales, les départements, puis les régions, seront forcés de revoir leurs subventions culture à la baisse, d'autant plus en période de crise », notait la députée Patricia Adam.

« C'est une remise en question du pacte républicain, analysait Jacques Blanc, directeur du Quartz. Dans le système ultralibéral actuel, la dépense non rentable, qu'il s'agisse d'éducation, de culture ou de santé, n'est plus considérée comme indispensable à la société. » Un paradoxe alors que, depuis les années 80, le public du spectacle vivant s'est multiplié par dix.

Frédérique QUIZIOU.



Les représentants des structures culturelles ont dit leur inquiétude envers la politique gouvernementale : « Notre profession doit se défendre, lançait Bernard Lotti, du théâtre de l'Instant. Nous devons parler d'une seule voix. »

Artistes. Mobilisés face aux menaces sur la culture



Une partie des participants au débat organisé, au Quartz, dans le cadre de la journée nationale de mobilisation pour la culture.

Des artistes, des responsables de structures et des élus se sont réunis hier au Quartz dans le cadre de la journée nationale de mobilisation pour la culture. Leur inquiétude grandit, devant les réformes en cours.

Le monde de la culture est en ébullition. Depuis plusieurs mois, les artistes, les compagnies, les associations et les théâtres sentent planer une menace de plus en plus précise, directe ou indirecte, sur leurs activités.

Après la manifestation qui avait réuni plus de 7.000 personnes à Paris le 29 mars dernier, le monde de la culture s'est à nouveau mobilisé hier, jour anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, grand chef d'orchestre de la rupture.

Baisse des financements

À Brest, cette journée nationale de mobilisation pour la culture a pris la forme d'une conférence de presse à laquelle ont pris part une bonne quarantaine d'artistes, d'associations et responsables de structures, ainsi que trois élus, Patricia Adam, Nathalie Sarrabezolles et Reza Salami, qui ont chacun un mandat départemental et ne peuvent que regretter la baisse des financements. Gaëlle Abily, adjointe brestoïse à la culture, qui ne pouvait être présente, a tenu à apporter

« le soutien de la ville de Brest au monde de la création ».

« Très inquiets sur l'avenir de nos métiers »

Fabien André, délégué régional du Syndeac (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), a passé en revue les décisions qui hypothèquent l'avenir des structures : le ministère de la Culture qui se délite, la réforme des collectivités territoriales et la révision des politiques publiques, qui ne garantissent plus les financements de la culture, la baisse des budgets des départements, qui dans certains cas débouchent sur une diminution de 30% des budgets culturels... « Nous sommes très inquiets sur l'avenir de nos métiers », a-t-il déclaré.

Patricia Adam est tout aussi inquiète de la disparition des départements, car « c'est la démocratie qui est en jeu », et Nathalie Sarrabezolles, déléguée à la culture, souhaite engager avec les artistes une réflexion sur ce qu'il est possible de faire dans ce contexte en matière de création et de diffusion.

Guy Abgrall, de la CGT du spectacle, s'est inquiété de la réforme de l'assurance chômage, qui n'avantagera sans doute pas les intermittents du spectacle, et a rappelé que son syndicat réclamait toujours la dissolution du conseil de la création artistique mis en place par Nicolas Sarkozy, et auquel participe Jacques Blanc, directeur du Quartz.

« Ce sont les artistes qui font exister les structures »

Bernard Lotti, du théâtre de l'Instant, « romanichel », a un peu secoué la torpeur ambiante en soulignant « la primauté de l'artistique » et en remettant en cause la culture du « plus il y a de monde, mieux c'est ! » : « Ce sont les artistes qui sont importants. Les structures existent parce qu'il y a des artistes. Ce sont des gens essentiels sans qui rien ne se fait ! ». Fabien André estime qu'il y en aura de moins en moins car « un jeune de 20 ans n'a aujourd'hui aucun avenir artistique ».

Guy Pellen